

Document

Le bottin de l'aristocratie mondialiste

(par Pierre Hillard)

04.01.2013

Parler du mondialisme — mysticisme reposant sur un idéal messianique d'unification du genre humain — nous oblige à évoquer des acteurs peu connus du grand public. C'est le cas de la Paneurope, créée en 1923 par Richard de Coudenhove-Kalergi. Dès le début, elle fut soutenue financièrement par la banque germano-juive Warburg. Son dirigeant, Max Warburg, bénéficiait d'un vaste réseau de relations internationales. Son frère, Paul Warburg, de nationalité américaine, fut à la tête de la Banque fédérale (la Fed) dès sa création en 1913, ainsi que le dirigeant en 1921 du très puissant *think tank* traitant de la politique étrangère des États-Unis, le *Council on Foreign Affairs* (CFR). Fort de cet arrière-fond, Coudenhove-Kalergi sut profiter de toutes ses relations pour faire avancer sa cause : la création des États-Unis d'Europe. Cet idéal présenté dans un mémorandum adressé à la SDN, en juillet 1925, préconisait, outre l'unification européenne, l'émergence de « *continents politiques* ». C'était le programme d'une gouvernance mondiale avant l'heure.

C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la Paneurope prit son essor. Préconisant un « *patriotisme européen, couronnement des identités nationales* », elle a toujours prôné « *l'auto-détermination des peuples et le droit des groupes ethniques au développement culturel, économique et politique* »¹. Son rôle fut déterminant dans l'élaboration de la charte des langues régionales et de la Convention-cadre pour la protection des minorités. Ces principes foncièrement anti-républicains n'ont pas empêché Jacques Chirac, Alain Juppé ou encore Philippe Seguin de faire partie du Comité d'honneur de la Paneurope France. Il est vrai aussi que, dès le début, la branche française de la Paneurope a bénéficié des plus grands noms et soutiens. Ainsi, Georges Pompidou, ancien de la Banque Rothschild, fut le trésorier de la Paneurope France dans les années 1960 (3). Par la suite, il joua un rôle décisif dans l'élection du successeur de Coudenhove-Kalergi à la tête de la Paneurope : Otto de Habsbourg.

La Paneurope a toujours su profiter de tels relais. En raison de tous ces liens au sein de l'aristocratie mondialiste, on comprend mieux la loi Pompidou/Giscard de janvier 1973 devenue, par la suite, article 104 du Traité de Maastricht puis article 123 du Traité de Lisbonne. En effet, jusqu'en 1973, l'État se finançait auprès de la Banque de France sans intérêts. Depuis, l'État a dû s'adresser au privé moyennant des intérêts prohibitifs en grande partie à l'origine de la dette actuelle. Élargie aux États européens ayant ratifié le Traité de Lisbonne, cette mesure permet à l'oligarchie financière de vampiriser l'Europe. Ajoutons que l'un des auteurs de cette loi inique, Valéry Giscard d'Estaing, a participé au Xe Congrès Paneuropéen à Vienne pour y préconiser l'instauration d'une monnaie européenne. C'était en... 1966². Comme on peut le constater, les maux sont anciens.

(2) Anne-Marie Saint Gille, *La Paneurope, un débat d'idées dans l'entre-deux-guerres*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p.366